

BAC 2017

«Pas de clémence pour les candidats retardataires»

Le ministère de l'Education a enregistré 10 156 absences durant les épreuves du baccalauréat auprès des candidats scolarisés dont 1 815 sont des retardataires. Un taux de 2,07% sur un nombre total de 491 765 candidats. Le nombre des absences auprès des candidats libres est de 92 671. Soit un taux de 34,22% sur un nombre total de 270 000 candidats.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Il n'y aura pas de clémence envers les candidats retardataires aux épreuves du bac. L'inspecteur général du ministère de l'Education, qui a fait le point hier sur le déroulement des épreuves des examens nationaux, était formel à ce sujet. «Il n'y aura pas de tolérance envers les candidats retardataires», a-t-il affirmé.

Nedjadi Messeguem répondait ainsi aux voix qui se sont élevées pour demander une deuxième session pour ces candidats.

Le conférencier a expliqué que les établissements étaient ouverts à 8h et les candidats devaient être sur place à 8h30 puisque les épreuves commencent à 9h. Au-delà de cette heure, a-t-il rappelé, aucun candidat ne pouvait accéder aux établissements. Selon lui, les instructions étaient claires. Rigoureuses certes, reconnaît-il, mais ceci a été décidé dans l'objectif de garantir l'égalité des chances entre les candidats. D'ailleurs, pour habituer les candidats à la rigueur, le SG du ministère a indiqué qu'il y a des propositions pour l'application de ce même protocole durant l'examen du bac blanc.

«Le protocole était rigoureux car s'il n'y avait pas les nouvelles technologies nous aurions peut-être agi autrement avec les retardataires mais nous savons qu'un retardataire a tout le temps de consulter les sujets sur les réseaux sociaux et nous ne pouvons pas prendre ce risque», a expliqué le conférencier. Selon lui, les chefs de centres ont reçu des instructions car si chacun pouvait décider seul de ses mesures de souplesse il y aurait eu une anarchie.

Ce protocole, a-t-il rappelé, a été décidé suite au phénomène de la diffusion des sujets sur les réseaux sociaux. «Quels que soient les efforts que nous pouvons mener, les nou-

velles technologies auront toujours une avance sur nous», a-t-il soutenu. D'où la réflexion du ministère de l'Education d'aller vers une autre forme d'élaboration des examens. Un nouveau modèle qui ne sera pas appliqué dans l'immédiat, selon M. Messeguem.

Le ministère de l'Education, a indiqué l'intervenant, ne peut pas connaître avec exactitude le nombre total des retardataires. Le chiffre de 1 815 est seulement celui des candidats ayant protesté pour dire qu'ils sont venus en retard. Selon lui, il pourrait y avoir aussi des retardataires parmi les candidats comptabilisés comme étant des absents mais



Nedjadi Messeguem, inspecteur général du ministère de l'Éducation.

qui ne se sont pas manifestés comme tels. En 2016, le taux des absences dans les rangs des candidats scolarisés était de 1,76% contre 30,85% auprès des candidats libres.

Par ailleurs, le conférencier a indiqué que 864 cas de tentatives de triche ont été enregistrés dont 439 cas pour l'utilisation de téléphones portables et 145 pour l'utilisation de

Photo : NewPress

bluetooth. Il y a eu aussi, poursuit le conférencier, 120 sujets d'examen qui ont été diffusés sur les réseaux sociaux. Cependant, aucun n'était le sujet de cette année. Les services de sécurité, a-t-il indiqué, ont enregistré 69 comptes Facebook qui ont participé à «cette déstabilisation». Par contre, l'intervenant a démenti la recours à des sujets de substitution. Selon lui, il n'y a eu aucune fuite de sujets. Il a expliqué le retard enregistré dans certains centres d'examen par la distribution des sujets du fait que ces centres ont abrité plusieurs spécialités et pour trier les sujets de la spécialité principale, il avait fallu du temps.

M. Messeguem, qui se félicite du «très bon déroulement des épreuves», a indiqué que 98% des candidats inscrits ont passé les épreuves du bac et que 70% des questions étaient choisies sur la base du niveau d'un élève moyen.

S. A.

TERRORISME

La branche algérienne de Daesh anéantie

Frappée à la tête à la fin du mois de mars dernier, lorsqu'une opération, dans l'agglomération constantinoise, avait permis de mettre fin à la longue traque menée contre son chef, Nouredine Laouira, alias Abou Hamam, il était dit que les jours de la phalange Al-Ghoraba étaient comptés, celle-là même qui a annoncé son allégeance à Daesh en prenant le relais de Jund al-Khilafa en Algérie, l'année dernière.

Une élimination qui a donc décapité le groupe de Constantine et, depuis, les terroristes le composant n'ont pas fini de tomber les uns après les autres, comme cela avait été le cas de M. Youcef alias Zoubeïr, donné comme candidat en

puissance à un potentiel attentat kamikaze et abattu, toujours à Constantine, alors qu'il portait une ceinture piégée, au moment où celui qui l'accompagnait ce jour-là, le 19 avril dernier, Haflaoui en l'occurrence, avait été arrêté comme le seront trois autres membres de la phalange héritière de Jund al-Khilafa pas plus tard que la semaine dernière, à la nouvelle ville Ali-Mendjeli de Constantine après une opération combinée des trois corps des services de sécurité, montée suite au recueil de renseignements faisant état de la présence du trio de terroristes qui seront vite identifiés comme étant A. Moadh, M. Omar, connu sous le sobriquet d'El-Kaâkaâ, et D. Abdellah, alias Hacen Al-Acimi, ces deux derniers comptant chacun une dizaine d'années dans les groupes terroristes ayant écumé l'est du pays, entre Constantine et

les deux voisines, Skikda et Jijel principalement.

Une triple arrestation qui, apparemment, n'a pas été sans influencer sur le moral de ce qui reste des membres de ce groupe puisque, selon une information relayée par les canaux du ministère de la Défense samedi en fin d'après-midi, le terroriste dénommé B. Fayçal, connu sous le nom d'Abou Sofiane, s'était rendu dans la matinée du même jour aux autorités militaires de Skikda alors qu'il était muni d'un pistolet mitrailleur kalachnikov, de munitions, d'une paire de jumelles et d'un téléphone portable.

A l'instar d'El-Kaâkaâ et Al-Acimi, arrêtés la semaine dernière à la nouvelle ville de Constantine, B. Fayçal a rejoint les groupes terroristes il y a une dizaine d'années. L'exploitation des informations fournies lors du débriefing de B. Fayçal a permis aux éléments de l'ANP de

recupérer un autre pistolet mitrailleur kalachnikov et trois chargeurs garnis appartenant au terroriste M. Omar, alias El-Kaâkaâ, arrêté une semaine plus tôt à Constantine.

Deux mois donc après avoir été frappée à la tête, avec la mise hors d'état de nuire de son émir, Abou Hamam, Laouira Nouredine de son vrai nom, la filière algérienne de Daesh a vu ses rangs décimés avec la neutralisation, entre éliminations et arrestations, de sept de ses membres, sans compter la neutralisation de Sadek Hebbache, alias Abou Doujana, le bras droit d'Abou Hamam, à la mi-octobre dernier.

Lorsque, en fait, commençait à sonner le début de la fin du deuxième groupe terroriste algérien ayant prêté allégeance à l'Etat islamique d'Al-Baghdadi.

M. Azedine

DIPLOMATIE

Le ministre iranien des Affaires étrangères à Alger

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Jawad Zarif, a entamé hier une visite en Algérie dans le cadre d'une tournée en Afrique du Nord. Le ministre iranien a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène, par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

Dans une déclaration à la presse, M. Mohammad Jawad Zarif a exprimé sa joie de se retrouver en Algérie, «pays frère», affirmant que les relations entre les deux pays «sont bonnes, solides et multidimensionnelles». Le chef de la diplomatie iranienne a indiqué que «compte tenu des développements survenus sur les scènes régionale et internationale, nous avons besoin de se consulter avec l'Algérie, première étape de ma tournée dans la région», ajoutant qu'il existait entre l'Iran et l'Algérie «une politique de consultations sur le plan international, ainsi qu'en matière de consolidation de la coopération entre les pays musulmans et les pays non-alignés».

«Dans ce cadre, nous avons besoins de davantage de consultations et de coordination», a-t-il précisé, exprimant ses remerciements au Gouvernement et au peuple algériens pour l'accueil qui lui a été réservé.

APS

ENTREPRISES

Plus de créations, moins de radiations au 1^{er} trimestre 2017

Le nombre de créations d'entreprises a augmenté de près de 15% durant le premier trimestre de l'année en cours par rapport à la même période de 2016, alors que celui des radiations a nettement reculé de plus de 20%, indiquent des statistiques obtenues auprès du Centre national du registre du commerce (Cnrc).

Au total, 5.654 entreprises, dans différents secteurs d'activité, ont vu le jour de janvier à mars 2017 : Après une augmentation de 4,7% sur l'année 2016, le nombre de créations d'entreprises a progressé de 14,9% portant leur nombre global à 176 719 entreprises exerçant à l'échelle nationale, selon les données du Cnrc. Le nombre de personnes morales étrangères inscrites au registre du commerce, au cours de cette période, a augmenté de 6,5% avec la création de 645 entreprises portant le total de sociétés étrangères à 10 536 sociétés.

Par secteur d'activités, les services ont attiré le plus de créations avec 2 227 nouvelles entreprises (38,2% des créations),

suivi par le secteur de production de biens avec la naissance de 1 550 entités (26,5%). Dans le commerce extérieur, 824 entreprises ont été créées dans l'activité de l'importation de revente en l'état contre 121 entreprises dans l'exportation. Par zones géographiques, c'est la wilaya d'Alger qui a enregistré le plus grand nombre de création d'entreprises (1 850 nouvelles entités), suivie de la wilaya d'Oran (497 entreprises), de Sétif (254 entreprises), de Blida (243) et de Boumerdès (234).

A l'inverse, ce sont les wilayas de Naâma, Tindouf, El Oued, El Bayadh et Illizi qui ont enregistré le plus faible nombre de créations avec moins de 10 nouvelles entités par wilaya. Concernant les radiations, 1 859 entreprises ont cessé d'exercer durant le premier trimestre de 2017 contre 2 333 sur la même période de 2016 (-20,3%). Dans ce cadre, quelque 870 Sarl ont été supprimées du registre du commerce ainsi que 686 entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (Eurl), 175 sociétés en nom collectif (Snc) et 115 sociétés par action (Spa).

Par secteur d'activités, ce sont les services, qui ont attiré le plus d'opérateurs en matière d'immatriculation, qui ont enregistré

le plus grand nombre de suppressions avec la radiation de 672 entreprises (30% des radiations), suivi par la production de biens où 565 entreprises ont cessé d'activer, et l'importation de revente en l'état qui a enregistré l'élimination de 447 entités.

Par ailleurs, les nouvelles inscriptions des personnes physiques, représentant 90% des opérateurs inscrits au registre du commerce, étaient en baisse de 6,9% sur la période allant de janvier à mars 2017 où 44 042 nouveaux opérateurs ont été inscrits contre 47 309 opérateurs durant la même période de 2016. Les nouveaux inscrits sont orientés vers la distribution au détail (27 126 inscrits), les services (14 316), la production de biens (3 731) et la distribution en gros (1 652). Les radiations pour cette catégorie d'opérateurs sont également en baisse. Elles ont diminué de 19,1% s'établissant à 26.617 suppressions contre 32 905 suppressions sur la même période de 2016, sachant que 80% des radiations sont réparties entre deux secteurs qui sont la distribution au détail et les services.

A fin mars 2017, le nombre d'opérateurs inscrits au registre du commerce s'élevait à 1,912 million d'opérateurs.

APS